

le TEMPS de l' OUEST

« Faire se rencontrer les hommes de ce pays avec le monde tel qu'il est »

MENSUEL - 1,50 F

N° 27 - JUILLET 1972



Le prix du beefsteack (page 13)

Sommaire

- 1
 - 2
 - 3
- **Sevrage à trois semaines**
 - **Ensilage égale fermentation**
 - **« Saluez le bœuf »**
 - **Monnaies : infarctus de la livre**
 - **1.000 francs : affaire de justice**
 - **Mansholt s'en va-t-en guerre**
 - **Un président contesté**

AU LECTEUR

On trouvera dans « Le Groupe » un reportage sur le sevrage du porcelet à 3 semaines tel qu'il est pratiqué dans une exploitation du Morbihan.

Le prix de la viande bovine — sujet d'actualité pour les producteurs comme pour les consommateurs — est abordé en « Agriculture et région ».

En « Société », un article fait le point sur un débat actuel brûlant : faut-il arrêter ou non la croissance économique ?

« Opinions et Tendances » (page 12) a pour titre « La France, avec ou sans paysans ? ». Son auteur, Pierre Le Roy, qui s'exprime ici à titre personnel, est originaire de Plouédern (Nord-Finistère), dont il est conseiller municipal. Ancien élève de l'École nationale d'administration, il est actuellement responsable de la politique agricole commune au ministère de l'Agriculture. Il est, de plus, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

LE TEMPS DE L'OUEST

Revue agricole et d'actualité

Éditée par :

les Éditions Agricoles de l'Ouest

Redaction - Administration - Publicité :

B.P. 198 - Kézars, 29-N, Morlaix

Téléphone : (98) 88.18.47 - Télex : 74.535

Abonnement annuel : 15 F - Le numéro : 1,50 F

C.C.P. : 9800 41 Rennes

Directeur de la publication : F. L. Kersulec

Imprimerie : « La Télégramme » - 29-N - Morlaix

L'ÉTAU

Tout pays a des temps forts de vie politique. L'approche du printemps 1973 permet de faire des promesses. Ainsi en a-t-il été au début des récents événements laitiers.

Et puis, il faut déchanter. Et constater qu'il n'y a pas, et qu'il y aura sans doute de moins en moins, dans les conditions actuelles, de « prix politique » d'un produit.

Dans ce pays, où chacun produit ce qu'il veut, quand il veut, comme il peut, l'organisation est difficile. Seule la nature planifie quelque peu (les mauvaises saisons donnent de mauvaises récoltes, une vache n'a qu'un veau par an, etc...).

Certains pressions syndicales y contribuent également. Mais... Il est certain que l'évolution du revenu de l'agriculteur dépend des prix auxquels sont payés ses produits. Il faut ajouter qu'elle dépend, pour beaucoup, des structures de production. Trois centimes de mieux par litre de lait pour le producteur de 20.000 kg dans l'année, cela fait 60.000 anciens francs. Pour le producteur de 200.000 litres, cela fait 600.000 A.F. M. de Lapalisse ne dirait pas mieux. Il ajouterait simplement que dans ce cas « les petits » détiennent les mieux placés.

Simpliste ? Peut-être. Car de nombreux problèmes demeurent. Celui d'une réelle péréquation à l'intérieur même de notre profession (la pénibilité et les contraintes de l'éleveur sont autres que celles du céréalier par exemple...).

Celui d'une politique commune, au moins dans un même pays. Quand des « accords » se prennent sur la base de 56 centimes dans certaines régions, il est évident que les entreprises uniquement bretonnes ne peuvent « s'arbitrer » et péréquer leurs résultats. En conséquence, elles ne peuvent que subir l'inégalité. A UNICOPA, nous reconnaissons cette faiblesse. Et les dangers d'une action qui n'aboutit pas aux mêmes chances ou aux mêmes exigences pour tous. Reconnaissons cette faiblesse, ajoutons avec la même franchise, qu'à moins de « se suicider », il ne nous est pas possible, en l'état actuel des choses, de continuer à « plonger ». Car aucun résultat tangible n'a été obtenu, permettant à nos coopératives de « tenir » au prix du mois passé.

Par ailleurs, nous nous rendons compte que, lorsque les prix à la consommation augmentent sensiblement, les consommateurs se tournent vers des produits de substitution. La margarine remplace le beurre. Les peptiers trouvent des produits remplaçant la caséine dans leurs fabrications. Les ventes de yaourts et de produits frais stagnent, etc...

Alors, pris dans l'étau, entre une mâchoire production dont nous sommes partie, et une mâchoire consommation représentant des estomacs qui se rétrécissent (certains de faim, d'autres !), je n'hésite pas à poser le problème en terme politique (vu dans le sens de la gestion du bien commun).

Il y a des producteurs de lait qui ne peuvent changer de métier (âge, structures, pas d'emplois non agricoles...). Ils sont sous rémunérés. C'est un aspect social d'un problème politique global. De plus en plus nos coopératives les aident à développer des ateliers de porcs, de génisses... Mais tout ceci a des limites. Et il est normal que les hommes qui, en tout état de cause, ne peuvent avoir de revenus décents, aient des aides, directes ou indirectes, de l'Etat ou de la communauté. Et celles-ci doivent être budgétisées.

Quant aux producteurs qui tirent leur revenu ou l'essentiel de celui-ci d'une production, il est normal qu'ils recherchent son amélioration. Et là aussi, les pouvoirs publics doivent inciter et encourager davantage une rénovation des structures de production.

Ce n'est pas envoyer la balle dans un autre camp. Mais simplement poser le problème en termes de justice et d'équité, en termes de redistribution du revenu national. Au-delà de la gestion d'outils industriels, de coopératives, que nous nous efforçons d'améliorer quotidiennement, c'est aussi une façon de poser, et de résoudre un problème humain, économique, donc politique.

François-Louis KERSULEC.

IL Y A SÛREMENT UN MATÉRIEL MODERNE QUI VOUS CONCERNE DANS LA GAMME SÉLECTIONNÉE EN EUROPE PAR :

COPELEVAGE



POMPE EVOZ FLACO

Dépannage en cas d'arrêt de courant
• Sur prise de force tracteur
• Ouvre toute au pâturage



KOLTEC
La clôture électrique la plus vendue dans le monde



GONFLEUR COPEL

Gonflage, pulvérisation, désinfection, peinture



ZON-GAZ

Le premier ébouillantant à détendeur européen fonctionnant au Propane



TONDEUSE LISCOF

Tondeuse électrique pour bovins, chevaux, moutons



KOLTEC

Exigez le véritable isolateur KD ET

COPELEVAGE

210, FAUBOURG SAINT-DENIS

PARIS X^e - Tél. 206.52-51

Pathologie vétérinaire

L'immunité

Nous avons vu précédemment que l'immunité, caractérisée par la présence dans l'organisme des anticorps, résultait d'une réaction des sujets aux antigènes. Ce phénomène est utilisé pour les vaccinations. On parle alors d'immunité active.

Immunité passive

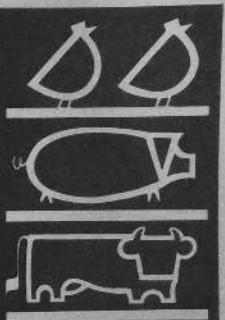
Parfois, l'immunité peut être obtenue sans la participation active du sujet. On dit qu'il y a immunité passive. Dans ce cas, les anticorps ne sont pas fabriqués par l'organisme lui-même ; il les reçoit d'un sujet déjà immunisé.

Les jeunes sont ainsi protégés naturellement par le colostrum. Ce premier lait est très riche en anticorps. De nombreuses études ont prouvé que l'immunité de sa mère passait au jeune par le colostrum, et non par la voie sanguine, ce qui est impossible, compte-tenu de la structure du placenta de nos femelles domestiques. C'est la raison pour laquelle depuis des années, on a toujours insisté sur la nécessité de faire absorber le colostrum aux jeunes. (Ce n'était pas l'habitude autrefois dans nos régions, où le colostrum était accusé de donner la diarrhée aux veaux...). Le jeune sera ainsi immunisé par cette absorption de colostrum : ce n'est que plus tard, vers 15 jours-trois semaines, qu'il fabriquera lui-même ses propres anticorps.

Les sérums

On utilise aussi ce phénomène d'immunité passive dans un but soit de prophylaxie, soit de traitement. On a recours, en pratique, non au sang, mais au sérum, c'est-à-dire au liquide qui surnage après formation du caillot. Ce sérum est injecté aux sujets à protéger ou à traiter, à doses variables selon le poids des animaux.

Le sujet donneur de sérum est un animal préparé à cet effet : il a été « hyperimmunisé », c'est-à-dire qu'il a reçu des doses de plus en plus fortes d'antigènes, pour lui permettre d'augmenter son immunité. Si le donneur de sérum est de la même espèce que le sujet qui reçoit l'injection, on parle de sérum « homologique » (ex. : sérum contre la peste porcine). Par contre, le plus souvent, on produit le sérum sur des espèces différentes, plus faciles à manier. On aura alors un sérum « hétérologue » (Ex. : sérum contre le rouget du porc fabriqué par le cheval). Les sérums hétérologues donnent parfois des accidents, c'est pourquoi, il a été mis au point des sérums



WHITMOYER

Le spécialiste de tous vos problèmes d'HYGIENE.

- Vaccins aviaires.
- Médicaments pour porcs, veaux, volailles.

Des vétérinaires spécialisés à votre disposition.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. Jean-Claude DUBOIS, 22, Etienne-sur-Mer.

WHITMOYER

MINOC - La Houle - 100, rue de la République - 100, rue de la République - 100, rue de la République

homologues et même des sérums « purifiés ».

Si le sujet donneur est hyperimmunisé contre plusieurs maladies à la fois, on obtient un sérum « polyvalent ».

Caractères de l'immunité passive

L'immunité passive qu'elle soit due à l'absorption du colostrum, ou qu'elle soit la suite d'une injection de sérum, se différencie sur deux points de l'immunité active.

Nous avons vu que l'immunité active demandait toujours un certain délai, quinze jours-trois semaines, avant d'être pleinement efficace. Au contraire, avec l'immunité passive, le résultat recherché est immédiat : on aura donc une bonne protection pour un danger précis de contagion. (Ex : injection de sérum antitétanique lors de blessures).

Nous savons aussi que l'immunité active, une fois installée, est durable, parfois aussi longue que la vie du sujet. Au contraire, l'immunité passive présente une durée limitée. La protection ne persiste guère au-delà de trois semaines. En effet, les anticorps reçus par le sujet sont malgré tout pour l'organisme des substances étrangères et elles sont assez rapidement éliminées.

Cependant, on peut prolonger la protection en renouvelant les injections de sérum. Il s'agit d'une méthode relativement coûteuse, qui est rarement employée.

Séro-vaccination

Dans de rares cas, on associe les vaccins et les sérums. Cette méthode pourrait paraître illogique puisque la présence du sérum va diminuer l'action des antigènes et donc limiter la production d'anticorps par le sujet séro-vacciné. On est parfois obligé d'utiliser des vaccins ayant encore un pouvoir pathogène assez fort, le sérum injecté au même moment a pour but de limiter l'action de ce vaccin, de contrôler le processus.

Cette méthode est encore utilisée actuellement chez le porc pour le protéger contre la peste porcine. On injecte les deux produits en deux points différents, au même moment; par exemple, le vaccin en intramusculaire à la cuisse, le sérum en sous-cutanée à l'oreille. Il ne faut jamais utiliser la même seringue pour les deux injections, ni mélanger vaccin et sérum dans la même seringue. Cette technique est délicate, mais elle donne cependant de bons résultats.

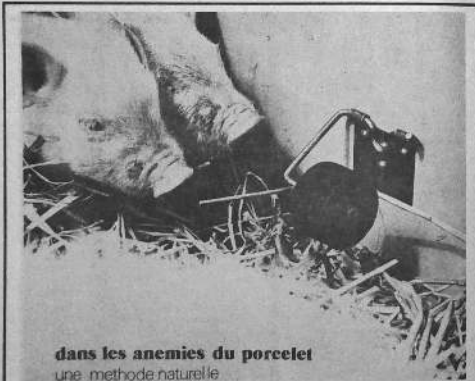
Dr. Vet. C. MILLOU.

Pour acheter...
Pour vendre...

UTILISEZ

LES PETITES ANNONCES

de
votre journal :
« Le Temps de l'Ouest »



dans les anémies du porclet
une méthode naturelle

porcibloc

PORCIBLOC permet l'utilisation biologique du fer qui est « métabolisé » là où il doit l'être, c'est-à-dire dans l'organisme.

Il évite :

- les manipulations (main-d'œuvre)
- les stress de l'injection
- les réactions inflammatoires
- les accidents toxiques

Mor de Fumarate de Fer avec un excipient sucré qui attire les porclets.

PORCIBLOC est étudié pour durer 2 à 3 semaines, pour être porté de façon naturelle.

Le Fumarate de Fer est le sel le plus riche en élément Fer, actuellement connu. Il est bien toléré par le tube digestif. Il procure après passage dans l'intestin et franchit aisément la barrière intestinale.

RENSEIGNEMENTS, DOCUMENTATION GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE AUX ADRESSES SUIVANTES :

laboratoire vétavia s.a.

1, rue de la Malte
(28 N.L.) MORLAIX-SAINT-MAR-
TIN DES CHAMPS
Tel. : (08) 58.06.01 - Télex 74 812

Agences :
VETAVIA, 4, rue Yves-Bodiguel,
(64) Nantes (40) 73.01.35.
LAPROVET « La Chesnaie », (37),
Montzoin (87) 55.21.63.
VETAVIA SUD, 204, route de Mont-
pazier, (30), Nîmes (84) 67.08.37.
VETAVIA, 38 ter, avenue A. Briand,
(27) Gravigny-Evroux (32) 33.47.23.

Machinisme

Les filtres à air

Pour fonctionner, le moteur utilise l'air ambiant qui, trop souvent, est pollué par de nombreuses poussières en suspension dans l'atmosphère. Il est indispensable que ces poussières ne puissent arriver jusqu'aux organes vitaux du moteur; celles-ci sont, en effet, souvent très abrasives (silico-oxydes) et risquent d'entraîner une usure prématurée du moteur.

La quantité d'air nécessaire pour alimenter un moteur est fonction de :

- 1) — du cycle de fonctionnement (2 ou 4 temps, diesel ou explosion) ;
- 2) — de la cylindrée ;
- 3) — du régime de rotation ;
- 4) — du taux de remplissage.

Supposons un moteur : Cycle de fonctionnement : diesel 4 temps ; cylindrée totale : 4.200 cm³ ; régime (nominal) : 2.000 tours minute ; taux de remplissage : 0,9.

En une minute, ce moteur aura absorbé :

$$4.200 \times 0,9 \times 2.000$$

soit 3.780.000 cm³ ou 3.780 dm³.
En une heure : 3.780 x 60 : 226.800 dm³.

En 10 heures : 226.800 x 10 : 2.268.000 m³.

L'air ambiant contient entre 250 mgr à 1.150 mgr par m³ de poussières, constituées de particules abrasives comprises entre 5 et 30 microns (1 micron : 1 millième de millimètre).

En 10 heures, un filtre à air de moteur doit être en mesure d'arrêter :

1,1 x 2.268 : 2.494,8 gr, soit 2,500 kg de poussières.

Cette quantité de poussière, mélangée à l'huile, formerait une pâte à roder susceptible de mettre hors d'usage, après quelques heures de fonctionnement (4 à 5 heures), un moteur neuf.

On conçoit l'impérieuse nécessité de filtrer l'air des moteurs. Le rôle des filtres à air est donc important : retenir les poussières (à 99,5 % au minimum).

Ils jouent accessoirement, en plus, le rôle de silencieux pour réduire les sifflements à l'admission.

Les modèles sont très variés : appareils dynamiques, à chicane, à tamis ou cartouche sèche, à bain d'huile.

Ils sont définis par les caractéristiques suivantes :

1) — efficacité ou pouvoir d'arrêt (rapport entre poids des impuretés retenues et

PRODUCTEURS LAITIERS

OUI!

- Le détartrage acide quotidien est une nécessité.
- L'iode est le meilleur désinfectant
- Le IODOROX 43 ACIDE assure un nettoyage complet (y compris détartrage et désinfection) ceci à froid
- Nos produits (Arox 242 BL et Iodorox 43 Acide) améliorent considérablement la qualité bactériologique du lait

OUI!

OUI!

SACI société d'application de chimie industrielle

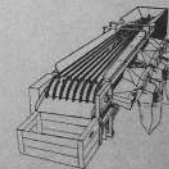
12 RUE DU DUC D'ORLÈANS - 76 100 - TELÉPHONE 76 83 23 61 10 11

Je désire recevoir une documentation gratuite sur vos méthodes de nettoyage à la ferme.

Nom :

Adresse :

LE CALIBRAGE DES CAROTTES C'EST L'AFFAIRE DE CALIBREX S.A.



"CALIBREX"
Spécial CAROTTES
TYPE CA 70

Calibrex à bandes divergentes avec dispositif de positionnement breveté

- o Simplicité
- o Calibrage précis
- o Rendement élevé
- o Gain de temps important
- o Présentation améliorée

Documentation CA 70 sur simple demande à

Route d'Avignon
B.P. 157
84 CAVAILLON
Tel. (06) 78.04.32

Bon pour documentation gratuite, à compléter et à adresser à CALIBREX BP 137, 84 - CAVAILLON

M. désire une documentation sur :

calibrage carottes

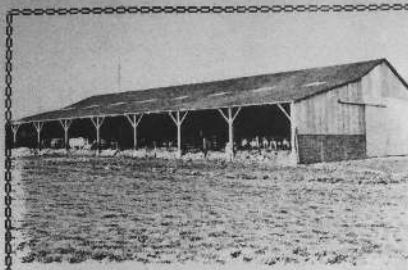
calibrage fruits

sécatour pneumatique

calibrage asperges

calib./filmeuses

L.T.O.



cette stabulation libre... encore une réalisation économique et durable avec, en toiture, LA PLAQUE ASPHALTEE

Onduline
TOITURE - BARDAGE

nom : _____
adresse : _____

Pour recevoir gratuitement notre documentation, remplissez et adressez ce bon à :
Société ONDULINE - 206, rue de Fougères, Rennes, tél. 36.38.68

pois total des impuretés dans l'air avant filtration) ;

2). — la perte de charge ou résistance au passage de l'air, qui correspond à la différence de pression d'air avant et après passage (mesurée en millimètre de hauteur d'eau, variable suivant le débit d'air et la propreté du filtre).

LA SÉPARATION AIR-IMPURETÉS PEUT ÊTRE :

a). — une simple séparation mécanique, par centrifugation : les poussières les plus denses sont projetées le long des parois du filtre sous l'effet de la force centrifuge et finissent par retomber au fond ; application surtout dans les pré-filtres ; On obtient ainsi un premier dépoussiérage.

b). — un arrêt total des poussières sur une matière filtrante, obtenu par passage de l'air sur un écran en matière poreuse spéciale : arrêt des poussières en partie, par chocs successifs sur des chicanes, puis en totalité par agglutination sur une matière spéciale : toile grasse (tension superficielle de l'huile) ou papier spécial, ou grille plastique (effet d'électricité statique).

Ce type de filtre constitue les filtres à air sec. Sous un faible volume, il peut avoir une capacité de filtrage importante, grâce à un pliage en accordéon du papier de filtrage.

c). — la fixation des poussières sur une nappe d'huile. En forçant l'air à inverser son mouvement au-dessus d'une nappe d'huile, les impuretés les plus denses sont retenues au contact de la nappe ; les plus légères étant retenues par agglutination aux gouttelettes d'huile projetées par les tourbillons d'air ou par un treillis métallique que traverse l'air avant d'alimenter le moteur.

Ce dernier type de filtre à l'avantage de pouvoir être nettoyé complètement. Son efficacité diminue avec le poids

d'impuretés retenues (niveau d'huile variable). Il a une faible perte de charge. Sa capacité de filtrage est en rapport avec son volume. Il convient bien pour les atmosphères humides.

Nettoyage des filtres

1). — A SEC : l'élément filtrant, ou cartouche, habituellement en papier spécial, peut être nettoyé au jet d'air en soufflant de l'intérieur vers l'extérieur, à une pression ne dépassant pas 2 bars. Toutefois, compte tenu du prix de revient peu élevé, il vaut mieux procéder à un échange de cartouche.

2). — AU BAIN D'HUILE : nettoyer le bol de décantation au solvant, ainsi que l'élément en paille de fer ; sécher à l'air comprimé — surtout ne pas flamber l'élément en paille pour nettoyage. Refaire le plein du bol de décantation avec une huile moteur neuve (jamais avec une huile de vidange).

ATTENTION : ne pas dépasser le niveau indiqué.

Lors des remontages des filtres, veiller au positionnement correct des divers éléments et de la bonne portée des joints. Il n'existe pas de périodicités bien déterminées pour l'entretien des filtres. La fréquence des entretiens dépend essen-

tiellement du travail effectué et surtout des conditions atmosphériques pendant lesquelles le travail a été fait.

Dans des conditions très poussiéreuses, il convient de vérifier quotidiennement les filtres à air à bain d'huile (plusieurs fois par jour s'il le faut).

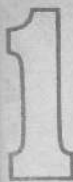
Le filtre à air sec est équipé d'un indicateur de colmatage visuel, ou audible (dans ce dernier cas, il est constitué par un dépressiomètre commandant la mise en action de l'avertisseur de route (klaxon). Ces appareils sont réglés pour signaler le changement de cartouche, pour une perte de charge de 380 mm — 500 ou 630 mm, de hauteur d'eau, suivant les constructeurs.

Une usure anormale produite par un filtrage défectueux s'identifie très vite ; elle ne peut en aucun cas être confondue avec une usure due à un usage intempestif du moteur. D'en méfier pendant les périodes de garantie notamment. L'usure provoquée par une atmosphère poussiéreuse (air sale alimentant le moteur) va en augmentant au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'entrée d'air. — Une usure plus prononcée également sur les soupapes les plus éloignées.

La section « Mécanisme » du C.P.S. de Saint-Ségol



Tubulaire d'Admission
Usure plus prononcée sur les cylindres les plus éloignés de l'entrée d'air. — Les poussières les plus lourdes se retrouvent vers les derniers cylindres, par suite de leur inertie.



Le groupe

● REPORTAGE

A Berné on sèvre à trois semaines

A quel âge faut-il sevrer le porcelet ? A cinq, six, sept semaines comme cela se pratique le plus souvent ? A dix jours, ou même moins dans un environnement contrôlé et des locaux coûteux ? Faut-il, au contraire, ne pas le sevrer, sinon au moment de la vente (mais on peut s'attendre alors à des résultats plutôt catastrophiques et pourtant cela se fait encore) ?

Il y aura bientôt un an qu'à Berné, dans le Morbihan, M. et Mme Padellec ont fait leur choix : l'idéal, pour eux, c'est le sevrage à trois semaines technique qui commence à faire « tâche d'huile ». Et ça marche... La preuve : « Pour rien au monde, dit Mme Padellec, nous ne reviendrons au sevrage à six semaines... »

L'histoire de leur exploitation — tout près de la vallée du Scorff, dans un des plus jolis coins du Morbihan ; la forêt de Pont-Calleck — est un peu celle de bien d'autres en Bretagne. Sur une petite douzaine d'hectares, pour l'essentiel semés en maïs, ils ont peu à peu éliminé les lanières pour se spécialiser dans la production de porcelets. Spécialisation toute naturelle, puisque, dans la famille, on est naisseurs depuis très longtemps. Les premières « cabanes » ont été construites il y a cinq ans. Aujourd'hui l'exploitation compte, en permanence, dans les cabanes individuelles et les cabanes groupées sur aire bétonnée et caniveau à liser, soixante-dix mères en production, une vingtaine de cochettes et deux verrats : un Large-White et un Landrace.

Un bon aliment et de la chaleur

foie moins pour grouper trois ou quatre bandes) n'est pas plus compliquée qu'une autre. En plus des conditions habituelles (état sanitaire, propreté et, bien sûr, coup d'œil de l'éleveur) sa réussite dépend pour l'essentiel de l'alimentation et de la température.

Sur ce dernier point, M. Padellec insiste beaucoup : « Dans un système

de semi-plein-air, il faut, dit-il, chauffer plutôt trop que pas assez... » Aussi, chaque cabane est-elle équipée d'un petit radiateur à gaz dont certains — à la mi-juin — fonctionnaient encore.

Quant à l'aliment utilisé, c'est le « granulé S 3 » dont les premiers kilos



— Ces porcelets ont été sevrés à trois semaines, chez M. et Mme Padellec.

ont précisément été fabriqués par la SOBANA, l'année dernière, au moment où M. Padellec se lançait dans ce système. Cet aliment composé est mis à la disposition des porcelets dès les cinq ou six jours après la mise-bas, de façon à ce qu'ils aient le temps de s'y habituer progressivement avant le sevrage; il est distribué pur jusque l'âge de cinq-six semaines au bout desquelles, après une transition de quelques jours, les animaux reçoivent du « granulé tout âge ».

Plus de diarrhées

Cela fait donc un an bientôt que les Padellec procèdent de cette façon. Les résultats économiques sur une période aussi courte, ne sont pas encore précisément chiffrables. Mais, à coup sûr, ils sont bons.

« Avec le sevrage à six semaines et dans les mêmes bâtiments, dit M. Padellec, on avait beaucoup d'ennuis de diarrhées. Maintenant, c'est fini. Depuis un an, on a eu un seul petit problème de ce côté-là; mais, il est passé, sans conséquence, au bout de deux jours... »

Certains au niveau sanitaire, les avantages le sont également quant au nombre de porcelets vendus : 19 par truie et par an. Car c'est un des intérêts de cette formule que de permettre le rapprochement des chaleurs.

Quant au coût de l'alimentation, « le granulé S 3 » est évidemment plus cher, dit M. Padellec, mais comme on ne donne pas de ration d'allaitement aux truies, l'un dans l'autre, cela se compense... ». C'est en effet un point important : compte tenu de la faible durée



— En cabanes individuelles...



— ... ou en cabanes groupées.

PRIX DU LAIT - MAI 1972

Prix de base pour 34 gr.	0,60
Prix des gr. de M.G. sup.	0,05660
Priem de contrôle lactier	0,06214
Priem de qualité	0,05589

Total 0,86273



Le prix payé par l'U.L.B. a été de 0,86273 francs le litre, départ ferme, pour un lait qui, en moyenne, pour 6348 producteurs, a titré 39,58 grammes.

de la période d'allaitement, compte tenu également qu'il faut éviter de suralimenter les truies de façon à obtenir un sevrage aussi naturel que possible (par diminution de la production de lait), les Padellec peuvent se permettre de nourrir les truies allaitantes comme les truies gestantes. Suivant leur état et l'importance de leur portée, elles reçoivent en une seule fois (plus le même concentré et le même complément) 2,5 kg à 3 kg par jour au lieu des 6 à 7 kg — en deux fois — que nécessite l'allaitement dans le système de sevrage à cinq, six ou sept semaines.

Enfin, dernier avantage : les bandes de porcelets sont beaucoup plus homogènes : « Les mauvaises mamelles, dit M. Padellec, n'ont plus le temps de faire trop de dégâts; il n'y a pas de « crevards ».

● TECHNIQUE

L'ensilage est un produit de fermentation

L'ensilage consiste à conserver des fourrages à l'état humide, avec le minimum de pertes, au moyen d'un processus fermentaire. C'est une technique actuellement généralisée en Bretagne. Elle est cependant mal connue.

Dans cet article, nous nous proposons d'étudier les différentes évolutions bactériennes et biochimiques dans l'ensilage. Elles nous permettront de connaître les facteurs essentiels de réussite.

La plante continue à respirer dans le silo, pendant 1 à 2 jours

Quand la plante est mise dans le silo, elle est encore vivante et respire l'oxygène de l'air contenu dans le silo. Cette respiration se traduit par une combustion des sucres solubles de la plante et par un dégagement de gaz carbonique. Lorsque tout l'oxygène est consommé, la plante est asphyxiée et elle meurt. La température dans le silo s'est élevée et peut atteindre 70° C si la masse de fourrage contient beaucoup d'eau; plus couramment, la température se situe autour de 35-45° C.

La plante vivante possède des enzymes protéolytiques qui dégradent les protéines en azote soluble, handicap certain dans l'utilisation de l'azote par les ruminants. L'action de ces enzymes est limitée par l'abaissement du pH.

La plante meurt

et des fermentations se déclarent

Sur la plante récoltée vivent des micro-organismes appelés bactéries. Certaines bactéries ont besoin d'air pour se développer, elles sont aérobies; d'autres peuvent se développer sans air, elles sont anaérobies.

Les premières à se développer sont les bactéries aérobies car la masse d'ensilage contient encore de l'air. Elles ne contribuent pas à la conservation de l'ensilage. Elles sont nuisibles car elles consomment des sucres solubles formant de l'acide acétique, du gaz carbonique et de l'ammoniac.

Les bactéries anaérobies prennent la succession. Ce sont successivement les lactobacilles, qui transforment les sucres, s'il en reste, en acide lactique. Ce sont des acidifiants puissants. Leur développement maximum est atteint entre le troisième et le cinquième jour, puis il régresse. Dès lors, le succès de la conservation va dépendre de l'acidité (pH) du milieu.

— Si l'acidité est forte (pH inférieur à 4), l'ensilage est stabilisé. Certaines micro-organismes dangereux, les ferments butyriques, ne se développent pas.

— Si l'acidité est faible (pH supérieur à 4), les ferments butyriques se développent, consommant l'acide lactique, ce qui a pour effet de diminuer à nouveau l'acidité. Le milieu devient de plus en plus favorable aux ferments butyriques dont certaines espèces consomment les



— Le type de cabanes utilisées à Kérangob, pour le sevrage à 3 semaines.

**Plusieurs camions
CITERNES A LAIT
7.200 litres**
SOVAP - Pompage électrique
2 BERLIET G8K 75, 1968
4 UNIC P 9 ANL, 1969
Prêts à prendre la route !!!
SAVIEM - GUIPAVAS
Tél. : 80.24.95 - BREST

protéines pour les transformer en ammoniac. L'ensilage a perdu sa valeur initiale. Il a pris un mauvais goût et dégage une odeur de putréfaction.

La technique d'un bon ensilage consiste à orienter les processus fermentaires

La masse du fourrage ne doit pas emprisonner d'air. Un fort tassement, un silo très étanche, un fourrage bien haché permettront de constituer un ensilage sans air.

Les lactobacilles doivent avoir à leur

disposition des sucres solubles en grande quantité. Les teneurs en sucres solubles varient selon les espèces de plantes ensilées. Le maïs est très riche, le ray grass d'Italie est moyennement pourvu, la luzerne et le trèfle sont pauvres.

La teneur en sucres solubles d'un fourrage ensilé est améliorée par l'augmentation de la matière sèche. Le taux optimum de matière sèche se situe aux environs de 30 %.

Dans la pratique, il est difficile de respecter rigoureusement ces impératifs pour toutes les espèces. Il faut donc envisager l'adjonction d'agents de conservation, ils agissent différemment, mais aboutissent aux mêmes résultats :

- par enrichissement du milieu en sucres solubles, ils favorisent les fermentations lactiques. Ce sont les mélasses, le sucre dénaturé.
- par arrêt de l'activité bactérienne indésirable. Ce sont la métabisulfite de sodium, le formiate de calcium + nitrite de sodium ou « Kofa », le propionate de sodium.
- par l'abaïssement rapide de l'acidité, en apportant un acide lors de la confection de l'ensilage. Ce sont la solution AIV, l'acide formique.

L'U.L.B. : + 20 % en un an

CLASSEMENT LITRAGE	AVRIL 1972		PROGRESSION PAR RAPPORT A AVRIL 1971	
	LITRAGE	M.G.	+	%
TRIEUX	7.256.838	41,03	1.343.299	22,71
COPALL	6.974.074	39,51	1.124.421	19,22
LENNON	4.007.748	39,08	556.864	16,13
C.A.M.	2.191.793	39,57	421.116	23,78
VANNES	2.156.984	39,80	206.691	10,59
PELEMOISE	1.334.596	39,65	293.520	28,19
PLEYBER-CHRIST	973.383	39,60	158.181	19,40
MORLAISIENNE	834.154	39,87	103.386	14,14
CHATEAULIN	810.976	40,15	152.206	23,10
DOUPHINE	392.098	39,09	57.902	17,32
KERGONAN	174.743	40,21	89.850	105,83
U.L.B.	27.107.387	39,91	4.507.436	19,94

On lira, de gauche à droite, le litrage de lait fourni par les différentes coopératives à l'Union laitière bretonne. Puis le grammage moyen en matière grasse; la progression, en litres, par rapport au mois d'avril

1971 et, enfin, cette même progression en pourcentage.

On notera que, au total, la progression de l'U.L.B. approche de très près les 20 %.

H. NIOSSEC.

Cuisine

Melon au jambon de Parme

INGRÉDIENTS. - 1 melon, 4 tranches de jambon de Parme, de la glace pilée, du persil.

PRÉPARATION. - Coupez le melon en quartiers et retirez-en les graines. Garnissez chaque morceau avec une tranche de jambon roulée.

Servez sur de la glace pilée et garnissez de persil en branches.

Couronne de riz aux cerises

INGRÉDIENTS. - 250 gr. de riz, 1 litre de lait, 4 œufs, 500 gr. de cerises, 300 gr. de sucre, du sel, 1 banane, 1 dl. de crème, un peu de féculé, 50 gr. de beurre.

PRÉPARATION. - Faites bouillir le lait avec 200 gr. de sucre et une pincée de sel.

Versez dans un moule à savarin bien beurré, mettez au bain-marie et laissez cuire 40 minutes. Pendant ce temps, dénoyotez les cerises et faites-les cuire avec le sucre.

Liez avec un peu de féculé et laissez refroidir.

Démoulez la couronne sur le plat et remplissez le centre avec les cerises. Décorez avec les rondelles de banane et dressiez la crème fraîche battue et sucrée à la douille.

Fian aux fraises

INGRÉDIENTS. - 300 gr. de fraises, 100 gr. de sucre, 100 gr. de beurre, 5 œufs, le zeste d'un citron. Vous pouvez également utiliser de la marmelade de fraises toute préparée, quelques fraises et trois cuillères de gelée de fraises.

PRÉPARATION. - Ecrasez les fraises. Mélangez-les avec le sucre et le zeste de citron râpé. D'autre part, travaillez le beurre avec les jaunes d'œufs. Battez longtemps et énergiquement pour obtenir un mélange bien léger.

Mélangez les œufs et le beurre battus aux fraises écrasées et sucrées.

Travaillez bien pour avoir un mélange homogène, puis ajoutez les blancs battus en neige. Prenez un moule de préférence de forme amusante et un peu haut. Beurrez-le et versez-y la préparation.

Faites cuire au bain-marie jusqu'à ce que, remuant le moule, vous obteniez un bloc qui se détachera des parois du moule. Il faut compter environ trois quarts d'heure de cuisson. Mettez sur le plat de service entouré de fraises. Faites fondre la gelée avec un peu d'eau tiède et arrosez le fian.

Union Laitière Bretonne

USINES : **GUINGAMP** Tél. 3.91
B.P. 50 - Tél. 8.70
LOUDÉAC Tél. 1.65
CARHAIX
Tél. 3.91
VANNES
Tél. 66.15.83

Beurre

Fromages



Production UNICOPA

La France, avec ou sans paysans ?

« Quelle que soit son utilité, c'est avant tout pour les agriculteurs que ce livre a été écrit ». Ce sont les dernières lignes de mon livre intitulé « L'avenir de l'agriculture française », paru récemment dans la collection « Que sais-je » (N° 1.468. Prix : 3,95 F.)

En effet, c'est d'abord en tant que fils d'agriculteur, beaucoup plus qu'en tant que haut fonctionnaire, que j'ai écrit ce livre ; j'ai voulu dire au moins autant avec mon cœur qu'avec mon esprit, quels sont les grands problèmes actuels de l'agriculture française, afin que ceux qui les vivent, c'est-à-dire avant tout les agriculteurs, puissent peut-être mieux les poser, donc mieux les comprendre.

Les idées fausses et les préjugés sont légion dès qu'on parle d'agriculture ; on peut les résumer comme suit :

1). Nous allons vers une France sans paysans. S'il faut en croire Pierre Vianson-Ponte (le Histoire de la République gaullienne, Tome 1. « La fin d'une époque » P. 397), le général de Gaulle lui-même aurait dit un jour : « Les agriculteurs sont comme les anciens de 14-18 : il y en a un peu moins chaque jour. Bientôt, il n'y en aura plus du tout et le problème agricole sera résolu ».

2). L'agriculture ne peut être qu'un secteur économique retardataire. D'ailleurs, si l'industrialisation de la France ne s'est pas faite, c'est parce que l'agriculture coûte trop cher.

Autant dire tout de suite que ces affirmations me paraissent totalement dénuées de tout fondement, et c'est ce que j'ai voulu démontrer dans la première partie de mon livre :

1). D'abord, autant dans les pays développés économiquement, où on commence à redécouvrir les vertus d'une nourriture saine et de l'air pur, que dans les pays en voie de développement où une bonne partie de la population souffre encore de la faim, il me semble qu'on peut encore être paysan.

2). Ensuite, c'est une grossière erreur de penser que l'insuffisante industrialisation de la France est due au poids et au coût excessifs de l'agriculture, et que cette dernière ne peut être que retardataire. En effet :

— C'est l'insuffisante industrialisation de notre pays qui explique que la population active agricole soit restée si importante dans notre pays : les agriculteurs quitteraient plus facilement la terre s'ils trouvaient des emplois sur place.

— L'agriculture coûte beaucoup moins cher qu'on ne le croit ; en tout cas, que les agriculteurs ne se fassent aucun complexe à ce sujet : en toute hypothèse, un secteur comme celui des entreprises publiques et nationales par exemple, coûte beaucoup plus cher.

— L'agriculture peut devenir, comme en Nouvelle-Zélande un secteur dynamique et compétitif, et je connais pour ma part (ne serait-ce que dans le Finistère-Nord) suffisamment de jeunes agriculteurs qui valent n'importe quel chef d'entreprise pour en être persuadés. Encore faut-il qu'on en prenne les moyens, et que, par exemple, les consommateurs acceptent de payer les produits agricoles à leur juste prix, ce qui n'est pas toujours le cas.

En fait, ce qui me paraît le plus significatif dans la situation actuelle de l'agriculture française, c'est qu'elle recouvre des réalités très différentes. Il faut d'abord avoir le courage de dire qu'un certain nombre d'agriculteurs (en gros les producteurs de céréales du bassin parisien et les producteurs de betteraves sucrières) n'ont pas trop de problèmes. Les plus importants d'entre eux appartiennent même aux catégories les plus défavorisées de la population française : il s'agit en gros des éleveurs. Ils ont tout contre eux :

— leur métier est sensiblement plus exigeant et plus difficile que celui qui consiste à produire des végétaux (pas de week-ends, pas de vacances...)

— la recherche agronomique a été beaucoup plus tardive dans leur spécialité

— leur activité « rapporte » sensiblement moins que la culture des céréales ou de la betterave.

— leurs structures de production (taille moyenne des exploitations et du troupeau) sont nettement plus défavorables que les structures de production végétale.

— dans l'indice des prix à la consommation, c'est la viande qui est devenue le secteur sensible et non plus le pain, d'où la volonté du ministre des Finances de freiner la hausse des prix de la viande à la production.

Face à cette réalité si adverse, et sans oublier que beaucoup de décisions agricoles se prennent désormais à Bruxelles, que faire ? Comment relever le « défi agricole » ? Voici simplement quelques suggestions :

— l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre est sera certainement le problème foncier : les agriculteurs ne peuvent à la fois s'équiper et devenir propriétaires de leur terre ; c'est du moins la règle générale. Alors faut-il encourager la location ? Mais ne risque-t-on pas de voir les terres échapper aux paysans ? Déjà, plus de 40 % de la surface agricole appartient à des non-agriculteurs... — en fait, il faudrait maintenant que ce soit les meilleurs parmi les jeunes qui restent à la terre, car le métier d'agriculteur devient de plus en plus difficile. Il faudrait surtout que ceux qui restent soient convenablement formés, non seulement du point de vue technique, mais aussi du point de vue économique, ce qui pose le problème de la formation permanente des agriculteurs.

— quant à ceux qui quittent l'agriculture, il faudrait non seulement qu'ils trouvent des emplois sur place (c'est le problème de l'industrialisation des zones rurales), mais aussi qu'ils reçoivent avant de partir, une formation professionnelle suffisante pour que leur exode soit une promotion et non pas une déchéance comme c'est trop souvent le cas.

Le lecteur aura compris que ce livre n'est qu'un point de départ ; il ne contient d'ailleurs pas moins d'une centaine de points d'interrogation.

Pierre Le Roy

(voir page 2)



● PRIX

Suivez le bœuf...

En France, ces derniers mois, le prix du « beefsteack » n'a cessé de monter, 30 % peut-être depuis janvier, au point d'alerter les associations de consommateurs, la grande presse et la télévision et, bien sûr, le ministre des Finances. Pour bloquer la hausse, M. Giscard-d'Estaing n'a rien trouvé de mieux que d'intervenir au dernier stade : celui du boucher. A lui, d'où vient tout le mal, comme d'habitude, de bloquer « volontairement » ses prix en réduisant ses marges ; sinon c'est, à Paris, la taxation. Qu'après cela un groupe des « bouchers de l'opposition » se soit créé, ne doit pas étonner.

Au niveau européen, les prix actuels de la viande vont probablement se stabiliser pour quelques mois ; c'est la fin de la période de soudure. On s'attend même à ce que les prix à la production baissent un peu à l'automne, pour remonter à partir de janvier 1973. En moyenne, dit-on, les prix de 1972 se situeraient à 12 ou 15 % au-dessus de ceux de 1971, et ceux de 1973 à 7 ou 8 % au-dessus de ceux de 1972. Il est évident que ces hausses ont une incidence directe sur le revenu des éleveurs, mais les producteurs de porcs et ceux de volailles en profitent aussi : effrayés par la hausse du « beefsteack », de nombreux consommateurs se tournent vers le porc et le poulet, dont les prix se sont, de ce fait — et fort heureusement, dans le cas du poulet surtout — quelque peu améliorés ces derniers mois.

On remarquera que cette situation n'est probablement pas provisoire : en 1975, le déficit de la Communauté économique européenne en viande bovine dépassera sans doute les 700.000 tonnes, pour atteindre ou dépasser le million de tonnes en 1985. Les statistiques disent aussi — la consommation augmentant plus vite que la produc-

AGRICULTURE et région

tion dans la plupart des pays du monde — que l'Europe ne sera pas la seule dans cette situation : au niveau mondial, la F.A.O. prévoit un déficit, pour 1975, dans les pays économiquement développés, d'environ 2.500.000 tonnes.

POURQUOI ? — Pourquoi ces déficits ? C'est, évidemment, la grande question. Et les réponses, suivant les intérêts et les situations, sont diverses. Il y a, c'est sûr, que la consommation de viande bovine augmente dans les pays développés avec le niveau de vie. Avec, à l'intérieur de cette consommation, des phénomènes qui compliquent le problème : ainsi, en France, on mange beaucoup de « beefsteack », autrement dit de morceaux nobles, situés dans les quartiers arrière, et l'on dédaigne les « bas-morceaux ». Ce qui explique que la France, excédentaire en viande bovine, exporte beaucoup de quartiers avant — sur l'Allemagne, entre autres, d'où ils reviennent, à l'occasion, sous forme de conserves — mais importe des quartiers arrière, évidemment plus coûteux. Mais alors, pourquoi, suivant les règles bien connues de la loi de l'offre

et de la demande, la production ne suit-elle pas — ou, si elle le fait, c'est très loin derrière — les besoins des consommateurs ? M. Marcel Bruel, président de la Confédération nationale de l'Élevage, cité dans un récent numéro de « L'Expansion », répond :

« Il faut être un saint ou un fou pour travailler plus, se priver de vacances et de week-end, et gagner moins d'argent, quand on peut faire autrement. Tous les agriculteurs qui le peuvent abandonnent l'élevage et ses servitudes pour la culture des céréales... »

A un récent face à face avec la presse, à la télévision, M. Michel Debatisse, président de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) n'a pas tenu, à ce propos, un autre langage.

300.000 VEAUX POUR L'ITALIE — Face à cela, que faut-il attendre des orientations décidées par le ministère de l'Agriculture français ? Sans doute un progrès, mais en tout cas pas la solution véritable au problème. Ainsi, sans doute, vaudrait mieux que les éleveurs français tiennent eux-mêmes le profit maximum de leurs veaux plutôt que



— « Se priver de vacances et de week-end... »

d'en expédier une partie (320.000 de 15 jours en 1971) en Italie.

De même, une amélioration notable de l'état sanitaire des troupeaux aurait une influence non négligeable sur le nombre d'animaux produits ; le ministre de l'Agriculture estime à trois millions de veaux les pertes annuelles dues à la stérilité, aux avortements et aux maladies des veaux nouveaux-nés. Un progrès de 50 %, estime-t-il, permettrait de récupérer, chaque année, 750.000 veaux mûres pour les ateliers de jeunes bovins ; ce qui correspond à une production supplémentaire de viande rouge de plus de 200.000 tonnes.

Mais il ne s'agit là, finalement, que de mesures ou d'orientations techniques, intéressantes certes, mais incapables de résoudre, au fond, le vrai problème. S'agissant d'une production largement déficitaire au niveau mondial, et que l'on veut augmenter, la solution, contenue dans les propos de M. Bruel comme de M. Debatisse, se trouve dans le prix.

EN QUELQUES LIGNES

LA COOPÉRATION AGRICOLE EN BRETAGNE

Cette thèse de Corentin Canevet a été éditée tout récemment par les Presses universitaires de Bretagne (10, rue Vicairie, 22, Saint-Brieuc). Il s'agit d'un travail géographique (ce qui explique que cet ouvrage soit préfacé par Michel Philipponeau, président de l'Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Espace, de l'Université de Haute-Bretagne).

La situation actuelle de la coopération agricole en Bretagne, les principales étapes de son développement depuis le début du siècle, les caractéristiques des grands groupes régionaux et leur politique, l'évolution récente et les tendances du secteur coopératif, sont les principaux thèmes étudiés par Corentin Canevet.

On peut sans doute regretter la relative faiblesse de cet ouvrage quant aux aspects économiques de la question.

On peut peut-être contester certaines de ses conclusions.

Mais il n'en reste pas moins un remarquable instrument de travail pour ceux que ce sujet difficile — la coopération — intéresse.

LA BRETAGNE CONTRE PARIS ?

Nos confrères — les journalistes parisiens — sautent parfois un peu vite aux conclusions.

Depuis le début de cette année, ils ont eu souvent l'occasion de se pencher sur ce qui se passait en Bretagne. Ont été jugés dignes de retenir leur attention, en vrac : l'affaire du Joint-Français, à Saint-Brieuc ; la grève du lait et tout ce qui l'a entouré, bien sûr ; la

pres et n'est pas contente de tout (à l'occasion, on l'a vu, elle sait très bien le faire savoir).

Il y a tout de même quelque chose de commun à tout cela. C'est, à chaque fois ou presque, le centralisme parisien excessif et l'incompréhension que la capitale affiche à l'égard des provinces ; incompréhension qui est apparue nettement, par exemple, à propos du Joint-Français et de la grève du lait.

Que certains en aient conscience, c'est sûr. De là à conclure que la Bretagne brandit aujourd'hui l'étendard de la révolte des provinces contre Paris, il y a tout de même un grand pas...

le libre choix de l'assureur ? Ou cette assurance-accidents doit-elle, comme dans le cas des autres salariés, dépendre d'une caisse unique ?

C'est bien sûr une histoire de gros sous. Cela explique que les choses aient tellement traîné en longueur ; cela explique aussi le fourmillement de pressions auxquelles ont été — et sont — soumis ceux qui doivent en décider.

Ces pressions ont d'excellentes raisons. Non pas tellement le « mar-

ché direct », si l'on peut dire, (800.000 salariés agricoles en France, plus quelques 100.000 travailleurs agricoles saisonniers) qui n'est pas tellement rémunérateur, dit-on. Mais parce que ce genre d'assurance est en quelque sorte, pour les compagnies privées, une « carte de visite », un moyen de pénétrer dans les exploitations pour y placer d'autres contrats, plus intéressants.

SALAIRE MINIMUM A 1.000 FRANCS ESPÉRANCE OU UTOPIE ?

Dans 10 mois, le salaire minimum des ouvriers et employés sera porté à 1.000 F par mois. C'est l'engagement pris par M. Jacques Chaban-Delmas. Les deux syndicats, G.C.T. et C.F.D.T., se sont mis d'accord pour soutenir, à l'occasion de la manifestation, cette promesse. Ils luttent pour que le délai soit raccourci.

Voilà un combat syndical qui amène le gouvernement à des concessions, et les syndicats à proposer des revendications et à mobiliser les travailleurs bien portés au profit de plus pauvres d'entre eux.

TOUJOURS SE PRIVER. — Ce combat amène sur un objectif louable et en principe raisonnable, peut-on accepter que des millions de travailleurs touchent leur budget en regardant sur leur compte de 1.000 F par mois, pas de vacances pour les parents, pas de loisirs, pas de vêtements neufs. Il faut toujours compter et se priver, alors que, la publicité aidant, chacun brague ses regards sur la richesse de ceux qui ont réussi.

Mais cet objectif légitime pose de difficiles questions : d'abord, qui est concerné ? Pas d'accord entre les syndicats et le gouvernement ou le millionnaire qui l'on compte ou non les travailleurs à temps partiel. Mais il faut compter au-delà des salariés, les nombreux artisans, les agriculteurs mal payés.

M. Michel Debatisse s'est, quant à lui, déclaré prêt à discuter d'un revenu minimum garanti de 1.000 F par mois pour les agriculteurs pauvres, mais avec cinq semaines de congés payés et 40 heures de travail hebdomadaires, comme les salariés. Or il n'en est pas encore là. L'espérance des salariés est encore une utopie pour les non salariés. Mais la voie est peut-être ouverte.

CONFORME A LA JUSTICE. — Cette espérance montre que la revendication des syndicats intéressés tous les Français salariés ou non salariés et pose une question à la société. Qu'est-on prêt à faire pour assurer à tous les travailleurs un revenu minimum devant qui dépassent les numéros ou les aides sociales, et prévient en contre le travail de chacun ?

Il s'agit, certes, de savoir si l'économie peut supporter les sacrifices nécessaires. Est-ce idéal, pour cela, à ne pas réputer la hausse des petits revenus sur les autres ? C'est là la condition essentielle du succès économique de cette mesure — sans cela l'inflation reprendrait tous les avantages sociaux — et c'est aussi la condition pour que cette mesure soit conforme à la justice. À chacun de s'interroger. Les non salariés, comme les salariés, ont droit à espérer et ce que la société soit plus salubre.

Jean-Marc DE PRÉNEUF.



manifestation des commerçants, à Rennes ; les coups de fusils de chasse tirés sur des gendarmes, du côté de Huelgoat ; le plasticage d'une villa à Saint-Malo ; les procès de militants bretons à Rennes ; la crise du C.E.L.I.B. (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons), etc.

De cet ensemble de coïncidences — qui ne l'étaient d'ailleurs pas toujours — certains, dans la capitale, ont conclu qu'une nouvelle révolte s'esquissait en Bretagne ; que cette province, à nouveau, se dressait contre Paris.

Y a-t-il, en réalité, un lien très étroit entre ces divers événements ? Ils concernent, à chaque fois, une classe sociale ou professionnelle bien déterminée, qui a ses revendications pro-

AGRICULTURE FRANÇAISE : PLUS DE DEUX MILLIONS D'ACTIFS

Selon des statistiques récemment publiées par l'I.N.S.E.E., plus de deux millions de personnes (2.365.500 exactement) travaillent, en France dans l'agriculture.

En mars 1971, la population active française comptait 20.750.000 personnes : dont 37,40 % d'ouvriers, 27,60 % d'employés et de cadres moyens, 10 % de patrons de l'industrie et du commerce, 9,50 % d'agriculteurs exploitants, 5,90 % de personnel de service, et 5 % de cadres supérieurs. Quant au reste, il s'agit de salariés agricoles et des professions libérales.

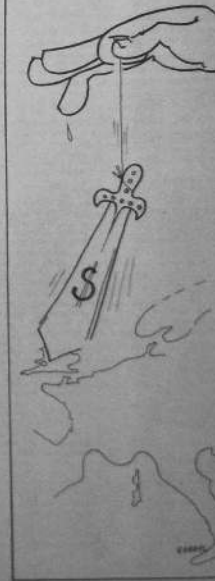
Ces statistiques de l'I.N.S.E.E. montrent par ailleurs que 39,60 % des actifs travaillent dans l'industrie, 18,10 % dans les services, 14,90 % dans les administrations et les institutions financières, 11,90 % dans le commerce et 11,40 % dans l'agriculture.

ASSURANCE-ACCIDENTS DES SALARIÉS AGRICOLES (suite)

Il y a huit ans, une loi a été votée, tendant à rendre obligatoire l'assurance-accidents des salariés agricoles. Les députés se sont à nouveau penchés, ces jours-ci, sur les tentatives d'application de cette loi. Huit ans après...

L'obstacle qu'il aura fallu mettre si longtemps à sauter, c'est celui de l'assureur. Car à ce propos deux thèmes se sont vivement affrontés au cours de ces huit années : l'embellissement (l'employeur, en l'occurrence) a-t-il

L'EUROPE, ÇA FLOTTE...



Le 23 juin, le monde des monnaies a connu le 16^e épisode d'une crise qui dure depuis bientôt cinq ans. La Grande-Bretagne décide, ce jour-là, cinq ans après une première dévaluation, de laisser « flotter » le livre. Et depuis, elle flotte, en attendant une dévaluation certaine, réalisée — c'est du moins ce qui est attendu — avant le 1^{er} janvier 1973, dans le cadre officielle du Royaume-Uni dans le Communauté économique européenne.

COUP DUR. — Assés barmes qui passent être les raisons de nos vives d'Europe-Marché, c'est — après la dévaluation de France d'août 1969, le flottement du mark allemand, motif de sa dévaluation en septembre-octobre de la même année, la nouvelle flottaison du mark et celui du florin néerlandais en 1971, de crise du dollar et ses conséquences, etc. — c'est donc un nouveau coup dur pour l'Europe.

Parce que le prix d'accord établi entre les deux superpuissances, en août-mars derniers, quant à un début de politique monétaire commune ne tient plus, au moins pour l'Angleterre.

Parce qu'il est insuffisant pour protéger la crise de la livre vis-à-vis de l'influence du dollar et, par contre-coup, le mark ; mais aussi la lire italienne et la couronne de Danemark dont on dit déjà... à tort ou à raison — qu'elle pourraient être dévaluées sans peine.

Parce que la crise de la livre actuelle s'est peu à peu établie autour des divergences profondes, en matière de politique économique et monétaire, qui séparent, par exemple, les dirigeants français des dirigeants allemands.

Parce également, la Marche commune agricole, le succès assure certainement d'urgence des « Six », ne peut s'accrocher d'une perspective incertaine incertaine. Son futur incertain — délit et condamné, les agriculteurs le savent bien — suppose des bases de changes fixes entre les différentes monnaies européennes. Le ciel de la livre et les autres monnaies qui l'ont peut-être atteintes, respectivement pour les deux camps d'acteurs, plus certains qu'il est toujours certains des pressions européennes.

La tête entre les mains

2 JUIN. — Aux azules de la Loire, à Saint-Etienne, Fernand Peyraud, 46 ans, a été condamné à cinq ans de prison. L'accusation portait sur son délégué réclamant la remise en liberté. Fernand Peyraud avait tué, voici un an, un jeune homme de 17 ans, André Metz, d'un coup de fusil de chasse. Parce qu'elle avait cru, dit l'accusé, « qu'on allait faire mal à mon mari ».

Ce verdict, dit « de clemence », a été obtenu devant un jury dont la moyenne d'âge était de 59 ans — donc plus proche de l'accusée que de la victime. Aussi un journaliste, qui a suivi le procès, est-il fondé à écrire « qu'on ne trouve presque jamais parmi les hommes et les femmes retenus pour constituer les listes de jurés la représentation réelle de la nation, que ce soit par couches d'âges ou par origine sociale ». Encore une greffe d'injustice sur une justice qui n'en a déjà que trop.

Ceci doit être mis en regard avec les circonstances dans lesquelles André Metz fut abattu : au cours d'une discussion pas vive, même pas une dispute, et alors que la victime se trouvait déjà au-dehors du café de Fernand Peyraud. Mais André Metz avait 17 ans... Comme tant d'autres, l'accusé fit, dans sa tête, un rapide amalgame : jeune égale querelleur, égale voyou... Mais ce n'était que dans sa tête. André Metz n'était pas de ceux-là. N'importe, il y eut mort d'homme.

5 JUIN. — Le camping « sauvage » est source « d'anarchie touristique », et le camping à la ferme peut être dangereux ! C'est un homme au-dessus des partis et des intérêts (au moins en théorie, il devrait l'être), qui le dit : M. Marcel Antoniazzi, secrétaire d'Etat au Tourisme.

M. Marcel Antoniazzi aura beau faire et dire. Mais comment nous empêcherait-il de penser, que, pour lui, les campeurs seraient beaucoup mieux dans les terrains homologués et... payants, et les amateurs de séjour à la ferme dans les hôtels... payants ? Car, dans ce monde, la touristique n'existe pas en priorité pour le touriste, mais pour ceux qui vivent de lui !

6 JUIN. — Il est possible que les Anglais adoptent un jour la conduite « à droite », comme les autres pays du Marché commun. Ils ont bien adopté, il y a quelques mois, notre système métrique.

« Un tel changement coûterait autant que le « Concorde », note un journal anglais. Les estimations fondées sur les prix envisagés pour 1975, chiffrent le coût total de l'opération à 826 millions de livres. Une augmentation à court terme des accidents de la route semble inévitable et conforme à l'expérience vécue en Suède en 1968, où les accidents ont augmenté nettement pendant une courte période, avant de retomber à la moyenne antérieure au changement ».

8 JUIN. — Quelqu'un ne pouvait pas ne pas y penser... C'est fait : c'est y a pensé ! A ce que Philippe de Gaulle, fils de Charles, soit candidat à la présidence de la République en 1976. Afin d'assumer la destinée de la France. Les requérants, le centre des républicains libres, qui en donne 300.000 adhérents ? L'ont fait savoir à Philippe de Gaulle, par lettre recommandée avec accusé de réception !

Aussent-ils ébarrassés d'un roi, les Français, qui ne rêvent jamais tant de grandeur et de souveraineté lorsqu'ils ne les ont plus, regardent vers sa descendance ! Mais que sait-on de plus de Philippe de Gaulle ? Peu de choses. Sinon, précisément, qu'il a lui les tapages de la célébrité. Pour commencer, et sans vouloir être disobligeant en quoi que ce soit à l'égard de Philippe de Gaulle, les gens, du côté des républicains libres feraient bien de méditer le mot d'un auteur romain : « Certains sont jugés grands parce qu'ils ont mesuré aussi le piédestal ! »

11 JUIN. — On vient de réexaminer, à Budapest, capitale de la Hongrie, le dossier de 160 jeunes délinquents. Car la moitié d'entre eux sont âgés de moins de douze ans, et un grand nombre n'a pas plus de neuf ou dix ans. A 160, ils ont commis 180 délits caractérisés : 80 % d'entre eux sont coupables de vols avec effraction, volés en famille.

A l'origine de ces tristes exploits il y a — on vous le dit en mille — l'absence de toute surveillance du côté des parents. L'idéologie capitaliste ou communiste ne fait rien à l'affaire. Vient en-deçà du rideau de fer : vertu ou délit...

15 JUIN. — Farah-Diba, impératrice d'Iran, revenait de faire une tournée dans le sud-est de son pays. A son retour, elle a exprimé aux journalistes son mécontentement. A cause des flatteries des fonctionnaires et des slogans soviétiques qu'elle avait rencontrés sur son chemin.

Une grande agitation aurait suivi les propos de la souveraine. Le ministre de l'Information s'est dévoué pour que des propos aussi subversifs (!) ne paraissent pas. Et un journal, qui a passé outre à la consigne risque d'être privé à l'avenir de la publicité d'Etat ! Voilà une information ou le comique la dispute au tagi-que. Revoilà le mot de la fin : les états d'âme — fussent-ils ceux de la souveraine — ne peuvent rien contre le raison d'Etat — qui est celle du seul souverain !

19 JUIN. — Il faut savoir écrire le mot Fin. Un journaliste vient de ressortir une vieille histoire que ne mérite d'être considérée que comme morte et enterrée. M. Henri Duvillard, ministre des Anciens combattants, aurait écrit, le 13 novembre 1942, qu'il fallait rester « absolument soumis à toutes les directives du maréchal Pétain ». M. Duvillard s'en défend.

Et quand cela serait ? Les chercheurs de petites bêtes et autres remoueurs de scories oublient donc que si la France fut gauloise, une fois l'Allemand aux abois, elle fut pétausète — et très laïque — au temps où l'Allemand triomphait.

Toutefois, le mot fin n'est à écrire qu'à bon escient. Paul Touvier, criminel et enrichi des dépouilles de ses victimes, ne méritait en rien qu'on l'écrive encore — et en cachette, de surcroît.

21 JUIN. — Un fonctionnaire de l'ambassade d'Allemagne, qui vit à Paris avec sa famille, s'inquiète. Quand il restre chaz lui, le soir, ses enfants — citoyens allemands comme lui-même — sont devant le poste familial de télévision, qui diffuse les programmes de l'O.R.T.F. Et pour voir quoi ? Plus qu'à leur tour, des films de la dernière guerre mondiale où s'affrontent les canailles — elles sont toujours Allemandes — et les braves — ils sont toujours Français ou alliés.

Pourquoi, alors, tant de propos qui célèbrent la grande réconciliation franco-allemande si la télévision persiste, par le choix de ses programmes, à entretenir la haine entre nos deux peuples ? Et à cultiver — ce qui ne vaut pas mieux — une fausse image de la vérité historique.

23 JUIN. — L'histoire n'est pas une science. Ce n'est pas un ensemble d'événements neutres établis une fois pour toutes et qu'on met ensuite en conserve. Comme les dimensions exactes et légales du mètre à mesurer se trouvent sous cloche au pavillon de Breteuil, à Sèvres.

On apprend ainsi que la Révolution de 1789 a fait l'objet, en un siècle, d'au moins dix interprétations contradictoires mais, toutes, officielles ! C'est bien cela l'histoire : c'est, d'abord, une interprétation. Elle sert... à servir le régime politique qui l'enseigne. On imagine bien que Louis XIV ne pouvait tolérer qu'on attaque la royauté dans les livres de l'époque. Et que Robespierre devait faire diffuser la haine du pouvoir royal.

27 JUIN. — Un morceau de jambon, du lait, du riz, du thé, du beurre, du sucre, du sel, du fromage, de la margarine, du café soluble, des pommes de terre, une boîte de haricots, un pain, des biscuits, des œufs, des tomates, de la lessive et de la poudre à récurer... Cela coûte 22,23 F en U.R.S.S., 33,16 F en Grande-Bretagne, 48,80 F aux Etats-Unis, 48,23 F en Espagne, 54,24 F en Belgique, 55,64 F en Italie, 68,10 F en France, 83,72 F en Allemagne de l'Ouest.

L'enquête a été effectuée il y a un mois, dans 23 pays différents, par des correspondants d'un journal anglais, le « Sunday Times ». Et le même jour, pour la même quantité de produits, il en résulte des chiffres qui paient.

29 JUIN. — Jusqu'ici, en anglais, Madame s'écrivait Mrs et Mademoiselle s'écrivait Miss. Les militants qui visent l'émanicipation des femmes aux Etats-Unis essayant de supprimer la distinction sociale qu'il y a entre une femme mariée et non mariée. Elles ont adopté Ms, qui serait donc valable pour toutes les femmes, quelle que soit leur situation. Un Monsieur — et ce n'est pas démodé au masculin ! — un féminin, au somme.

J. COUDULY.

3

● CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Dans la nuit sans boussole

« Où nous mène la croissance économique ? A l'heure actuelle, la réponse est simple et claire : à la catastrophe ». Qui parle ainsi ? Un certain Hollandais nommé Sizzo Mansholt, président de la commission de la Communauté Européenne, ancien responsable des questions agricoles du Marché Commun. Ces propos ont été tenus à Paris le 20 juin. Il y a 3 ans, on eut considéré leur auteur comme un fou. Aujourd'hui, chacun écoute, s'interroge et hoche la tête.

Oui, la croissance est malade : la religion ou production et productivité augmentent sans cesse. L'humanité cherche une nouvelle foi. Elle décroche ses lustres et ses horloges. Elle est dans la nuit et n'a plus de boussole. Elle brûle ses idées et en quête de nouvelles. Le train s'arrête et hésite comme s'il n'y avait plus de rails. Et c'est vrai, il n'y en a plus.

ECONOMIE DE RECYCLAGE. — Ce que dit avec éclat M. Mansholt, suite à une étude effectuée par une équipe d'universitaires américains célèbres, depuis une lettre fameuse du 9 février 1972 à son prédécesseur M. Malferri, tourne autour des trois idées simples : 1). La population mondiale augmente sans cesse et bientôt la terre sera incapable de la nourrir ; 2). La pollution empoisonne progressivement notre globe ; 3). Les ressources naturelles de la terre s'épuisent : dans 45 ans, il n'y aura plus ni gaz, ni pétrole, dans 35 ans, plus d'aluminium, disent les experts.

Il faut donc, dit-il, arrêter la croissance, trouver un système de production non polluant, créer une économie de recyclage, arrêter coûte que coûte l'expansion démographique ; chaque famille ne devrait pas avoir plus de deux enfants. Certes, les idées de M. Mansholt sont loin de

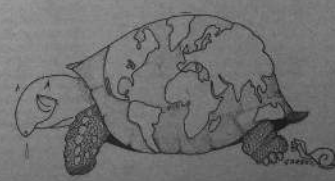
faire l'unanimité. M. Raymond Barre, son successeur à la présidence de la Communauté les a condamnées par une autre lettre à la mi-juin.

Au cours des récentes journées « Economie et Société humaine » organisées la semaine dernière à Paris par M. Giscard d'Estaing, M. Herman Kahn, futurologue américain, a tenu un tout autre langage. La terre peut fort bien faire vivre 20 milliards d'êtres humains (13,7 milliards aujourd'hui, 7 milliards prévus pour l'an 2000) qui auraient un revenu annuel de 20.000 dollars par tête ! C'est à dire 4 à 5 fois plus que l'Américain d'aujourd'hui.

« CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE ». — Le débat aujourd'hui de la croissance — comme tout débat — a ainsi ses pérorant-pis et ses oncles-tant-mieux. Mais, aujourd'hui, c'est M. Herman Kahn qui ne fait pas sérieux (il y a 5 ans, tout le monde l'aurait cru les yeux fermés). Et c'est M. Mansholt qu'on écoute et qui impressionne.

Celui-ci n'est, toutefois, qu'un converti de la onzième heure. Les hippies, premiers contestataires de la croissance et qui préfèrent l'amour à la guerre... et au travail abrutissant, l'ont précédé voici une dizaine d'an-

M. Mansholt : « Il faut ralentir à tout prix... »



SOCIÉTÉ

nées. Les écologistes nous rappellent depuis de nombreux mois que nous sommes en train de détruire les équilibres naturels par une consommation effrénée et sans discernement et qu'il faut changer d'urgence nos manières de produire. En France, le professeur Bertrand de Jouvenel — un autre futurologue, mais qui raisonne autrement qu'Herman Kahn — lutte depuis les années 60 pour que l'homme acquière « une conscience écologique », redonne — ce qu'il n'est plus — « jardinier de la terre ».

Aujourd'hui, les yeux s'ouvrent... Oui, la terre est en péril, oui, une catastrophe écologique est possible. Ce n'est pas encore l'heure de l'action — comment arrêter l'afflux des bébés ? Comment faire pour que les pollueurs soient les payeurs... et ne polluent plus. C'est l'heure des discours, des livres, des colloques.

UNE VOIE BOUCÉE. — A Venise en avril, à Stockholm au début juin, à Paris à la fin, on a disputé de la croissance, de ses pompes et de ses ossements. Mais les discours sont ambigus et les attitudes davantage encore. M. Giscard d'Estaing, organisateur du colloque de Paris, essaya de ne pas esquiver un sujet essentiel. Mais il

appartient à un gouvernement qui, quinze jours plus tôt, faisait metraques



Sicco Mansholt et Bertrand de Jouvenel.

3.000 Parisiens manifestant sur les bords de la Seine contre les nuisances sur le thème « Das goujons, pas de goudron ».

M. Giscard d'Estaing pense que les révolutions — celle-là en tout cas — peuvent être prêchées d'une voix douce. Le mot a son prix car s'il est un sujet où les emballements sont exclus, c'est celui-là. Une opinion moyenne en la matière, s'établit à peu près ainsi : les nuisances existent, la pollution n'est que trop vraie. Il faudra peut-être trouver des moyens pour freiner la croissance démographique. Mais il est impossible de stopper totalement la croissance — le pourrait-on d'ailleurs ? On a encore besoin d'elle. Tout au plus convient-il de la ralentir. Pour accroître par ailleurs des croissances aujourd'hui trop à la traîne — sinon oubliées — celles des équipements collectifs ou de la joie de vivre. Et combattre les inégalités et les injustices. Elles foisonnent.

Ainsi, le problème de la croissance est-il aujourd'hui beaucoup plus politique — dans le sens action sur les hommes et les choses — qu'il n'est économique. Pour rétablir des équilibres détruits, il faudra peut-être que l'état combatte la richesse comme il combat déjà — si faiblement ! — la pauvreté. Cela suffit pour indiquer l'ampleur et la longueur de la bataille. Et pour s'interroger si l'état actuel veut (ou peut) mener une telle guerre.

● INFORMATIONS EN EVENTAIL

INSECTES CONTRE INSECTES

A plus ou moins longue échéance, la lutte biologique prendra le relais des produits chimiques pour la protection des cultures. La D.O.T. et les insecticides, apparus pour le premier voici une trentaine d'années, ont permis que soient augmentés de 30 à 50 % le rendement des récoltes, et combattu victorieusement des maladies aussi dangereuses que la malaria, la peste ou le typhus.

Malheureusement, les insecticides sont toxiques, à brève ou longue échéance, pour les animaux et les autres végétaux, comme pour l'homme. Soit qu'ils persistent dans la nature longtemps après leur utilisation, soit qu'ils se fixent dans les aliments, faisant ainsi courir des risques sérieux à ceux qui les absorbent.

Ainsi les chercheurs, notamment ceux de la station d'Antibes, de l'Institut national de la recherche agronomique, cherchent-ils à substituer d'autres moyens de lutte aux insecticides. Parmi ceux-là, figure l'usage de « l'arme » biologique. Elle est d'ailleurs connue depuis 1888, où 129 cochenilles australiennes dévorèrent, en Californie, les cochenilles, également australiennes, qui menaçaient les vergers.

Plus de 200 espèces d'insectes qui mènent le bon combat (appelés entomophages) sont aujourd'hui connus. Cinq millions d'hectares sont traités par ce moyen en Union soviétique.

D'autre part, une bactérie, la *Bacillus Thuringiensis*, intoxique certains insectes et les paralyse, comme la chenille du papillon du chou, la chenille processionnaire du pin, la tordeuse des vergers, etc... Elle est offerte sur le marché, depuis un an ou deux, sous la forme d'une poudre : la bactosplène.

Enfin, la recherche s'oriente également vers la lutte génétique. On envisage, par exemple, de stériliser des insectes mâles d'une espèce nocive donnée, généralement par irradiation, et de les répandre parmi les femelles pour concurrencer les mâles normaux. Et on n'est pas au bout de l'imagination.

LA « CONCURRENCE » FÉMININE

Chaque fois qu'une personne cherche un travail salarié — et le trouve — il y a autant de chances qu'il s'agisse d'une femme que d'un homme. En effet, en quatorze ans (1954-1968) le nombre de femmes salariées s'est accru de 530.000 contre un accroissement de 570.000 pour les hommes salariés. Et la situation s'accroît vraisemblablement à l'avenir. La Commission de l'emploi du VI^e plan prévoit qu'entre 1970 et 1975, les disponibilités en main-d'œuvre féminine augmenteraient de 600.000 contre 500.000 pour les hommes.

Aussi les femmes représentent-elles en France 35 % de la population active (50 % en U.R.S.S., 38 % aux Etats-Unis). Plus de deux femmes fran-



çaises sur trois sont, en 1971, employées dans les secteurs d'activité tertiaire (transport, service, commercial) alors que ceux-ci ne représentent qu'un emploi salarié sur deux. Mais la femme n'est un cadre que dans un cas sur dix, contre un cas sur quatre pour les hommes.

Il semble que beaucoup de chefs d'entreprise embauchent volontiers des femmes aujourd'hui car celles-ci constituent une main-d'œuvre plus souple et plus maniable que les salariés mas-

culins. On a noté aussi que lorsque le chômage augmente, les femmes sont plus facilement licenciées que les hommes.

L'URUGUAY DANS LA SPIRALE QUI DESCEND

L'Uruguay, ce pays tristement illustré par les exploits périodiques des Tupamaros, était autour des années 1950, l'un des pays les plus prospères de l'Amérique latine. Au bout de quarante ans de stabilité politique, les deux millions et demi d'Uruguayens connaissaient un niveau de vie plus élevé que celui de certains pays européens et égalait celui du Japon. Dans un continent où dominent les régimes dictatoriaux, c'était le pays de la liberté et du bien-être. On le nommait « la Suisse de l'Amérique du Sud ».

Aujourd'hui, indique l'historien américain Samuel Shapiro, l'Uruguay est dans la spirale descendante vers le sous-développement, la perte de

La clé de cette dégringolade semble se trouver dans ces réflexions de Samuel Shapiro : « Des générations successives de politiciens ont ramené l'âge de la retraite à 55 ans ou même à 50 ans ; les membres des forces armées peuvent prendre leur retraite dès l'âge de 32 ans s'ils ont accompli 15 ans de service ; les femmes avec enfants peuvent bénéficier d'une pension réduite après 10 ans seulement. A l'âge de 55 ans, un Uruguayen sur trois est à la retraite, et les 350.000 retraités actuels doivent être entretenus par une population active de moins d'un million. 75 % des ressources budgétaires servent à payer 230.000 fonctionnaires, dont beaucoup sont très insuffisamment occupés... »

Cela ne s'appelle-t-il pas manger son blé en herbe ?

LE MOIS DE CINQ SEMAINES

Après de longues années de recherche, un physicien hongrois de 73 ans, Geza Vajda, propose un nouveau découpage du calendrier. La base de la semaine de cinq jours (les quatre premiers pour le travail, le cinquième pour le repos), le mois de cinq semaines et l'année de 14 mois... et demi. Ce dernier n'aurait que trois semaines de cinq jours et serait celui des congés annuels. De plus, dans le calendrier Vajda, le cinquième semaine de chaque mois serait consacrée au repos. Ce système aurait l'avantage, du moins sur ceux de certains, de fournir 141 jours de repos ou de congés au total, outre 234 jours de travail (notre système actuel comporte environ 235 jours de travail). Et le professeur Vajda prévoit des journées de travail de 10 heures.

CELUI QUI FAISAIT TOUT

Si l'Élysée en fait trop, peut-être est-ce parce que le ministre et le Parlement n'en font pas assez. (Mais tout se tient : pour être exact il faudrait dire que le président de la République décide beaucoup.)



celui qui fait tout ? Reste que les ministres parlent plus qu'ils n'agissent. Et que le Parlement — ou, du moins la majorité parlementaire — manque de frayer un beyerach, s'indigne de tout, parle sans arrêt de monarchie dans le vil et l'heure de

vote venu, adopte les solutions les plus conformistes. Et seulement pour celles revêtues du sceau de l'Élysée.

Henri de Monzie. D'ailleurs, la majorité se soucie plus de dire que d'accomplir au jour le jour, il est singulier — et malaisé plus encore — que nous vivions en période post-électorale depuis plus d'un an et que tous les partis préparent fébrilement des élections législatives prévues pour le printemps 1972. De sorte que le seul d'entre eux capable de faire des lois ou d'étudier des dossiers.

El est, en outre, la classe politique ne cesse d'espérer et de rêver la complaisance de Charles De Gaulle, inventeur de ces notions et à celui de lui trouver un successeur. Tôt ou tard, il y aura des élections qui mettront fin à ce régime. Pour admettre de faire le tableau d'un régime maintenant mal parti, on remarque que cette Georges Pompidou ait réintroduit un homme comme ça.

Jusqu'à là, il faisait ses choses. L'indulgence était de rigueur pour un homme accablé dans la fonction présidentielle. Maintenant... On a dit que M. Pompidou cherche un Premier ministre. Mais, dans ce cas, un président de la République a dit, ordonné ou, au moins, suggéré. On cherche pour le moins un président qui s'occupe de la République — et s'occupe des hommes — et qui n'est en cela ni plus ni moins qu'un homme d'État.



Famille

« Nous comptons sur vous cet été... »

En décembre dernier, l'échange des vœux, amené à une invitation pour les vacances. Et voici les congés ! Vos Parisiens doivent arriver, le 16 juillet, pour une quinzaine de jours. Bien sûr, votre cousine Armelle vous l'aimera beaucoup ! mais cinq ans déjà depuis votre dernier au-revoir ! et elle va vous revenir marquée ! Ce nouveau cousin semble d'ailleurs sympathique, du moins sur la photographie qui accompagnait la lettre de remerciements.

Foin des soucis prématurés ! Ne glâchez pas le plaisir que vous vous promettez en renouant des relations avec Armelle ! Un peu d'organisation, beaucoup d'affection, de la compréhension, et surtout, surtout de la simplicité ! Toutes ces conditions étant réunies, je suis persuadée qu'ayant fait moisson de bons souvenirs, vous regretterez sincèrement leur départ.

Pour un accueil plus hospitalier

D'abord leur chambre. Est-elle bien prête ? Oui, vous n'avez pas négligé l'encastrement pour meubles et parquet, vous n'avez pas non plus oublié les vitres, les rideaux fraîchement apposés (opération rapide d'ailleurs, avec l'emploi de l'atomiseur).

Cela est parfait ! et, je n'ai d'ailleurs pas douté de vos qualités de ménagère ! mais, je vais me permettre de vous rappeler quelques petites choses qui ren-

dront leur chambre plus agréable et votre accueil plus hospitalier.

Suffisamment de cintres dans l'armoire, déjà garnie d'oreillers et de couvertures supplémentaires, bien sûr, vous avez déjà préparé le lit avec deux bonnes couvertures, mais seront-elles suffisantes pour vos hôtes ?

La table de toilette a-t-elle sa glace ? Il y a la salle d'eau qui deviendra commune, mais il est si pratique de disposer d'un coin personnel pour le dernier coup de peigne et le contrôle du discret maquillage.

Un cendrier, il fume sans doute, votre nouveau cousin !

Je l'avais deviné ! vous avez oublié la lampe de chevet, tellement agréable pour la lecture au lit !

Le premier soir de l'arrivée, verres et bouteille d'eau minérale sur la table de chevet, c'est une longue route depuis Paris !

Refermons la porte ! ici votre tâche est achevée !

Dans la salle d'eau, la couleur totalement différente des serviettes et des gants de toilette évitera de regrettables méprises.

Simplicité avant tout

Et, maintenant, passons aux repas : celui du soir de l'arrivée sera léger : potage, crudités, viande froide, salade, fruits ; ainsi sans souci de cuisine à surveiller, vous pourrez tenir connaissance !

Les jours suivants, évitez-vous les plats compliqués, vos repas habituels peut-être enrichis d'un dessert plus étudié ou d'un hors-d'œuvre plus original, conviendront parfaitement. Fils des menus trop recherchés, ils vous apporteront fatigue, soucis et dépenses exagérées ; et généralement de surcroît vos invités. Le mot d'ordre sera donc : la simplicité !

Vous appliquerez cette devise à toute chose.

Sans trop insister, en faisant visiter votre demeure, vous signalerez la place réservée aux brosses à chaussures, celle du fer à repasser et du nécessaire à coudre, le placard aux provisions.

Vous aurez à cœur de préserver leur repos et leur détente : toutes les indications pour préparer le petit déjeuner à l'heure de leur choix.

Offrez votre maison, il vous en sauront gré et de plus, vous vous épargnez des menus mais épuisants soucis.

Exception faite, de deux ou trois sorties, vous pouvez mener votre vie habituelle et, surtout, ne refusez pas obstinément les services qu'ils se proposent de vous rendre : acceptez

qu'Armelle vous repasse le linge de la semaine, vous aide à la préparation des repas ; acceptez également la participation de son mari aux travaux de jardinage ; et même, si vous conseillerez de lui demander, c'est la meilleure façon, je crois, de leur faire comprendre que leur présence vous est agréable, qu'elle ne bouleverse pas votre vie.

Bonnes vacances.

G. KERVILLA



UTILISATION DES HUILES PARAFFINIQUES NON PHYTOTOXIQUES EN MÉLANGE AVEC CERTAINS HERBICIDES

L'ATRAZINE est un herbicide utilisé en pré et post-lévée sur certaines cultures tolérantes, telles que le maïs.

Elle agit principalement par les racines et montre une certaine activité par le feuillage.

Pour assurer son emploi, certains chercheurs ont trouvé que des huiles hautement raffinées, telles que l'huile 11-E, améliorent fortement l'efficacité de l'ATRAZINE en tant que produit foliaire de post-lévée, lorsque la température, la pluviométrie et les attaques de parasites n'ont pas affecté la croissance de la culture (maïs).

Le choix de l'huile est fondamental, la nature et les proportions de ses composants chimiques ne devant présenter aucun caractère d'agressivité pour la culture. C'est pourquoi les huiles de nature paraffinique, non phytotoxiques, sont conseillées en combinaison avec l'ATRAZINE.

Le but principal de l'huile est de disperser plus efficacement l'herbicide sur le feuillage des mauvaises herbes et, par conséquent, de favoriser la pénétration maximum du produit dans le minimum de temps.

L'addition d'huile 11-E, par exemple, à l'ATRAZINE — type d'huile le plus employé aujourd'hui aux Etats-Unis, au Canada et en France — provoque un effet de choc plus rapide sur les mauvaises herbes, dicotylédones et graminées. Les avantages d'une telle combinaison pour le désherbage en post-lévée du maïs sont les suivants :

- l'huile améliore la répartition de l'ATRAZINE sur le feuillage ;
- l'huile pénètre dans la cuticule et les cellules épidermiques de la feuille, entraînant l'herbicide avec elle ;
- l'huile retarde la vitesse d'évaporation de l'eau de la feuille, d'où une durée d'assimilation plus longue par les tissus végétaux ;
- les traitements de post-lévée sont moins dépendants de la nature du sol, de la pluviométrie et de la profondeur de germination des mauvaises herbes ;
- certaines adventices résistantes aux traitements de post-lévée deviennent sensibles aux combinaisons ATRAZINE + huile en post-lévée ;
- la réduction possible des quantités d'herbicide à l'hectare, par l'utilisation d'huile, entraîne une diminution de la persistance des résidus d'ATRAZINE dans le sol, qui limite effectivement le choix des cultures pouvant suivre le traitement.

Dans la pratique, le choix des doses d'ATRAZINE et d'huile à l'hectare est fonction de la nature et du stade des mauvaises herbes à détruire, quel que soit le stade du maïs. En se reportant à la notice d'emploi spécialement éditée pour cet usage particulier, on note que ces doses varient de 0,5 à 1,5 kg/ha d'ATRAZINE (soit 1 à 3 kg/ha d'une spécialité commerciale à 50 %) et 5 à 6 litres/ha d'huile, dans 500 litres d'eau. Ce sont les doses généralement mises en œuvre dans la moitié nord de la France.

Enfin, comme l'exigent la plupart des traitements herbicides de post-lévée, un minimum de précautions d'emploi est à observer avant toute utilisation (conditions climatiques, état sanitaire de la culture, etc.).

SEPPIC - Service Développement.

maërl
paimpolais
chaux vive
carbonate



tunisolg 15

acide
phosphorique
calcium
magnésium
oligo-éléments

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION
DES CALCAIRES MARINS
22 PONTRIEU

Pour rentabiliser vos élevages utilisez le chauffage et la ventilation VANNIER

Vous réaliserez des économies :

- en produisant + de viande + de lait + d'œufs ;
- en produisant une meilleure qualité ;
- en produisant une qualité constante ;
- en accélérant la rotation des élevages ;
- en amortissant + rapidement les investissements ;
- en réduisant la consommation d'aliments de 15 à 20 % ;
- en supprimant la plupart des interventions vétérinaires.



Distributeur : **Sté HERRY**, tél. 103 et 127, LAMPAUL-GUILMILIAU

s.a.studler AVICULTEURS,

Que recherchez-vous ? La rentabilité de vos élevages. Comment l'obtenir ? Tout naturellement avec des souches productives et hautement sélectionnées.

Dans la compétition européenne, seul un sélectionneur connu de vous tous par son sérieux vous l'apporte.

FAITES TOUJOURS CONFIANCE A LA S.A. STUDLER.

- à ses fameuses souches **STUD 160 JAUNE** et **BLANC** pour la **CHAIR**, performances inégalées ;

- à sa **WARREN S.S.L.** à œufs teintés, en tête de toutes les souches **PONTE** ;

- à sa **PINTADE** de grande qualité, souche **BEGHIN** ;

- à son **DINDONNEAU**, souche **STUDLER** Médium, très recherché donnant une dinde d'une très grande qualité gastronomique ;

- enfin, aux derniers-nés de sa sélection, le **CANETON de BARBARIE** et le **LAPIN STUDLER**.

Faire confiance à la **S.A. STUDLER**, affaire entièrement française, c'est assurer votre avenir et votre réussite.

Siège social

2, rue A.-Rousseau - (29-N) Morlaix

Tél : 88.10.53 - Télex : 73.876 F

Service technique et exportation

La Bryère - (22) Le Faou

Téléphone : 32.80.89 - Télex : 73.874 F

PETITES ANNONCES

MATÉRIEL

27-1. — A vendre : 1 SILO A GRAIN, 2,68 m. diamètre, hauteur 3,41 m., capacité : 150 quintaux. S'adresser à M. Dantec Louis, Kervoeder (22), Ploubezre.

27-2. — A vendre : 1 TRAYEUSE Diabolo, 2 pots inox à pulvateurs 70/30, pompe grand débit et auto-laveur. — 1 MOTEUR ELECTRIQUE 1/2 CV. S'adresser à M. Yves Guymor (22), Tonquédec.

27-3. — A vendre : 1 APPAREIL POUR FAIRE TOURNER LA MACHINE A TRAIRES en cas de panne de courant, adaptable sur l'échappement du tracteur. S'adresser à M. Gérard Pierre, bourg Trévrec (22).

27-4. — A vendre : 1 RATELEUSE adaptée pour aller après le tracteur. — 1 PLATEUSE super pinfer avec les accessoires pour semer les pommes de terre. S'adresser à M. Campion Yves, Clos-Meur 6, Pomment-Jaudy.

27-5. — A vendre : 1 SILO A GRAIN, 400 quintaux, avec ventilation et vis de reprise. — ENSEMBLE BROYEUR-MÉLANGEUR Lavo, capacité : 1.200 l., bon état. S'adresser à M. Corbel Charles, Lessorain (22), Plouagat.

27-6. — Recherche : 1 GROUPE TRAYEUR monophasé (courant lumière) pour trois pots trayeurs. Faire offre à la Coopérative du Trieux (22), Guingamp.

27-7. — A vendre : 1 ALIGNEUSE DE POMMES DE TERRE, en très bon état. Prix intéressant. S'adresser à M. Guidic J.-B., Kergouave - 56150 - St-Barthélémy.

27-8. — A vendre : 1 TRAYEUSE DIABOLO, 2 pots inox à pulvateurs 70/30, pompe grand débit et auto-laveur. S'adresser à M. Yves Guymor, horticulteur (22), Tonquédec.

27-9. — A vendre, cause cessation laitière : MACHINE A TRAIRES Alfa-Laval. — grosse POMPE CANADIENNE, 70 m de transfert direct. — 60 CCI.

LIERS AMÉRICAINS et 60 m de GRILLES Holz galvanisés. S'adresser à M. J. Tinevez, Lornéau (29-N), Plabennec.

27-10. — A vendre : GIROFANEUR Kuhn, 4 toopies, une saison. Etat neuf. S'adresser à M. Efflam Francis (22), Trémel. Tél. 35.61.42.

ANIMAUX

27-11. — A vendre : CHIOTS BERGER ALLEMAND pure race. S'adresser à M. Le Goff Charles, La Villeneuve (22), Coateven.

27-12. — A vendre : TRUIES A TERME. S'adresser à M. Le Parc Yves, Merriennic (22), Cavan.

27-13. — A vendre : GENISSES NORMANDE ET PIE ROUGE, amouillantes. S'adresser à M. Miossec Eugène, Pentreff (29-N), Commana.

FOURRAGE

27-14. — A vendre : 3 TONNES D'ORGE. S'adresser à M. Le Page Gilles, Kerhim (22), Pomment-Le-Vicomte.

27-15. — A vendre : 3 TONNES DE PAILLE. S'adresser à M. Campion Yves, Clos-Meur 6, Pomment-Jaudy.

DIVERS

27-16. — A vendre : 1 VOITURE FIAT 500 neuve. S'adresser à M. Le Colvez Yves, Kermiven (22), Prat.

27-17. — A vendre : CONGÉLATEUR, armoire Liebert 350 l., cause double emploi. S'adresser à M. François J.-C., Boudilio (22), Pleumeur-Bodou.

27-18. — A vendre : CONGÉLATEUR Linde 250 l., cause double emploi. S'adresser à M. Sehan Yves, Kermerven (22), Gouélin.

27-19. — A vendre : MOTEUR ARONDE SIMCA, en très bon état. S'adresser à M. Touboulic Yves, Kergren (22), Plouguver.

27-20. — A vendre : 100 CAISSES DE POMMES DE TERRE. S'adresser à M. Campion Yves, Clos-Meur 6, Pomment-Jaudy.

27-21. — A vendre FIAT 124, année 69. S'adresser au journal qui transmettra.

27-22. — Achèterais VELO ENFANT, 2 roues. Faire offre au journal qui transmettra.

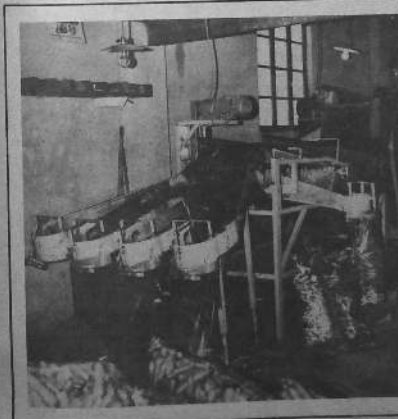
27-23. A vendre : 1 REMORQUE LEGÈRE pour auto sur roues moto. S'adresser à M^{re} Yves Guymor, 22, Tonquédec.



IODOMAM

Produit de désinfection
de la mamelle
APRÈS la traite

Société d'application de chimie industrielle
12, rue la Chaudière, 10 Parc AHN-72, 154-83 95 et la suite



DÉGRENAILLEUSE POUR CAROTTES

Conçue principalement pour le « travail » des carottes, la dégrenailleuse « Calibrex » permet l'élimination des petites ou « grenailles » au-dessous d'un calibre déterminé.

Tout calibre supérieur est déversé en fin de machine dans une trémie comportant quatre ensacheurs et permettant un rendement élevé pouvant dépasser 2 tonnes/heure.

La machine est composée d'une nappe de cordons ronds en néoprène entraînée par poulies et moteur électrique et formant onze courtoirs.

Un dispositif breveté assure le positionnement correct des carottes.

L'alimentation doit se faire de préférence par tapis à bande. Ce dernier permettant un triage préalable du produit. Les dimensions de la machine sont : longueur 2 m., largeur 1,30 m.

Tous renseignements communiqués sur simple demande adressée à CALIBREX S.A., B.P. 137, 84, CAVAILLON (Tél. 90.78.04.33).

le

TEMPS

de rire



La fillette vient de regarder longuement les deux petites jumelles qui viennent de naître. Intriguée, elle demande à sa mère :

— Est-ce que moi, aussi, j'étais double quand je suis née ?

Un nouveau se présente pour entrer dans une bande de gangsters.

— Combien font un et un ? demande l'adjoint du chef.

— Deux.

Alors l'adjoint sort son revolver et abat le postulant.

— Pourquoi as-tu fait ça Bébert ? demande le chef.

— Il en savait trop long.

Une jeune femme rentre chez elle.

— Tu sais, chéri, dit-elle à son époux qui arrive peu après, j'ai fait une affaire formidable... Tu te souviens que j'avais envie d'un réfrigérateur ?

— Oui ? Il me semble, fait l'autre une peu inquiet.

— J'en ai trouvé un. Une affaire d'or : soixante francs par mois.

— Et pendant combien de temps ?

— Cela, je ne l'ai pas demandé...

Une vieille demoiselle sur le retour, téléphone indignée au commissariat de police :

— C'est un scandale, dit-elle. De ma fenêtre, je vois un homme nu qui se promène dans son appartement.

Un agent expédié sur les lieux, regarde vainement par la fenêtre et ne voit rien. Il s'étonne :

— Mais, mademoiselle, il n'y a aucun homme nu ?

— Montez donc sur l'armoire et vous le verrez.

L'automobiliste :

— J'ai ma voiture depuis un an et je n'ai pas payé un sou de réparations.

L'ami :

— C'est ce que vient de me dire votre garagiste.

« Que fais-tu là, tu mets des prix scolaires de l'an dernier à l'étalage ? dit une commerçante en tissus à son brillant fils.

— Ben, j'ai lu sur ton journal que l'affichage des prix était obligatoire ».

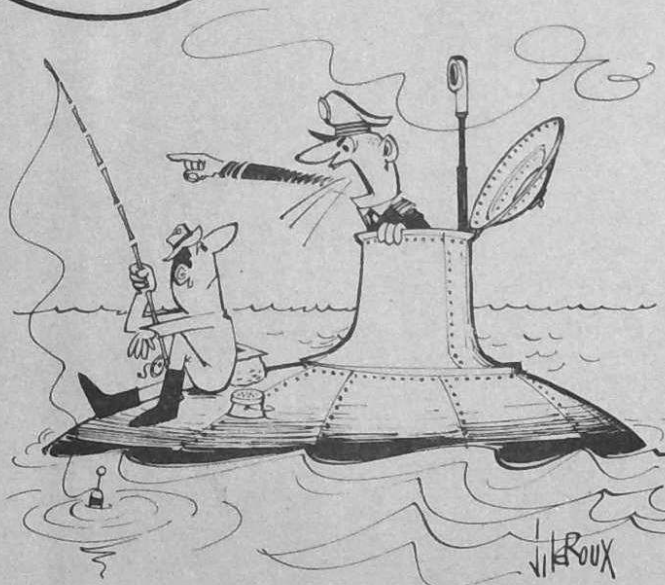
A la prison.

Le geôlier :

— C'est un journaliste qui veut vous interviewer...

Le condamné :

— Dites que je n'y suis pas.



— Sans légende.



— Sans légende.